

Les coûts et les prix de production

En moyenne sur l'année 1990, la hausse des coûts unitaires d'exploitation dans l'industrie manufacturière s'est nettement infléchi : leur rythme annuel de croissance est passé de 4,1 % en 1989 à 2,1 % en 1990. Cette évolution découle de la nette décélération du coût des consommations intermédiaires, en grande partie acquise à la fin de l'année 1989. Le ralentissement de l'économie mondiale et la dépréciation du dollar ont entraîné, dès la mi-1989, la baisse des prix des matières premières industrielles et des biens intermédiaires. En glissement annuel sur l'année 1990, le coût des consommations intermédiaires connaît cependant une hausse assez voisine de celle observée en 1989 (2,3 % après 3 %). Son accélération au cours du second semestre reste modérée malgré la hausse des cours du pétrole. Celle-ci a été en effet partiellement compensée par une reprise de la baisse du dollar qui a aussi pesé sur les prix des matières premières.

Comparés aux trois années précédentes, les coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière, marqués par le fléchissement de la production, ont quant à eux connu une hausse plus vive qu'en 1989. Alors que le salaire moyen par tête a progressé à un rythme voisin de celui de 1989, l'accélération des coûts salariaux est imputable à l'affaiblissement des gains de productivité apparente du travail, lié au retard de l'ajustement de l'emploi à la production.

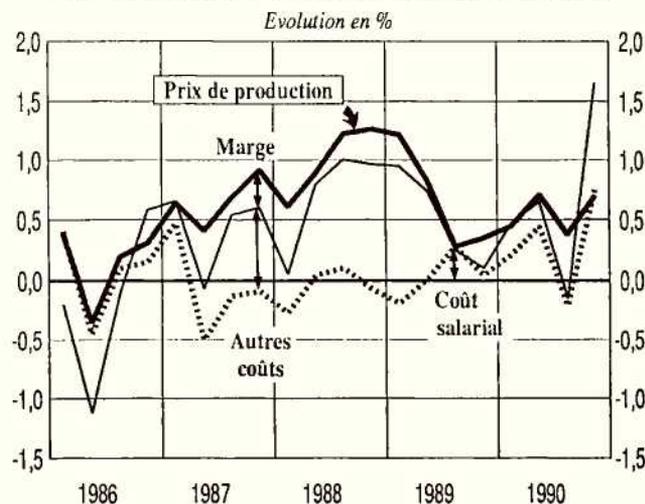
Au total, malgré la forte hausse des coûts salariaux en 1990 et en raison de l'inflexion du coût des consommations intermédiaires, les coûts unitaires d'exploitation dans l'industrie manufacturière ralentissent en 1990.

Comparativement à l'industrie manufacturière, le secteur abrité (services marchands et bâtiment) connaît une croissance plus forte des coûts unitaires d'exploitation, en raison d'une hausse plus marquée du coût de leurs consommations intermédiaires, essentiellement constituées de produits énergétiques et de services.

En rapport avec un ralentissement plus net dans l'industrie manufacturière, le secteur abrité a bénéficié d'une évolution moins défavorable de la productivité apparente du travail. De ce fait et malgré une hausse plus forte du salaire moyen par tête, le coût salarial a progressé moins vite que dans l'industrie manufacturière contrairement aux années précédentes.

En effet, jusqu'en 1989 en raison d'une croissance davantage génératrice d'emplois dans le secteur abrité, les gains de productivité apparente du travail ont été sensiblement plus faibles et la croissance du salaire moyen par tête moindre que dans l'industrie manufacturière de plus forte intensité capitaliste.

Prix de production et contribution aux coûts dans l'industrie manufacturière



Les coûts et les prix de production

1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990				1990
							90.1	90.2	90.3	90.4	
10,8	5,2	-2,1	1,8	4,3	5,3	Coût des consommations intermédiaires	0,4	0,3	0,1	1,5	1,5
4,1	3,0	1,5	0,3	-2,3	-0,1	Coût salarial unitaire	1,2	2,4	-1,1	4,1	4,5
8,1	7,2	5,4	5,2	4,7	4,5	dont : - Salaire moyen par tête	1,2	1,2	1,0	1,1	4,5
4,0	4,2	3,9	4,8	7,0	4,6	- Productivité	0,1	-1,2	2,1	-3,0	0,0
9,1	4,7	-1,2	1,4	2,7	4,1	Coût unitaire d'exploitation	0,6	0,8	-0,2	2,1	2,1
8,8	5,6	1,3	1,8	3,4	3,9	Prix de production	0,5	0,7	0,4	0,7	2,0

Les prix de production dans l'industrie manufacturière ont en moyenne une évolution très voisine des coûts d'exploitation unitaire : ils ralentissent de la même manière en 1990 (+ 2,0 % après 3,9 %). Cependant, les entreprises du secteur manufacturier n'ont que partiellement répercuté dans leurs prix de production la hausse plus sensible de leurs coûts, en particulier au dernier trimestre, comprimant ainsi leur taux de marge d'exploitation (- 1,0 en glissement annuel sur 1990). Au contraire, dans le secteur abrité, les industriels ont pris en compte la hausse des coûts dans la fixation de leur prix de production afin de conserver un taux de marge d'exploitation 1/ pratiquement constant sur l'année.

Dans l'ensemble des entreprises non financières, le ralentissement du coût unitaire total ainsi que celui des prix de production est aussi notable, quoique moins marqué. Si leurs prix de production évoluent à un rythme très modéré, de l'ordre de 2,5 %, leur taux de marge d'exploitation continue toutefois à s'infléchir (- 0,7 en glissement annuel en 1990) du fait de l'augmentation toujours forte des frais financiers et d'une volonté, de la part des industriels, de comprimer leurs marges.

1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990				1990
							90.1	90.2	90.3	90.4	
7,8	6,6	2,9	5,6	4,4	7,0	Coût des consommations intermédiaires	1,0	0,7	0,5	1,0	3,5
4,8	2,8	-0,1	0,4	0,4	0,0	Coût salarial unitaire	0,6	1,3	1,1	0,8	3,1
7,8	6,7	5,2	3,6	3,8	4,0	dont : - Salaire moyen par tête	1,0	1,4	1,2	1,0	4,8
3,0	3,9	5,3	3,2	3,4	4,0	- Productivité	0,4	0,1	-0,1	0,2	1,7
6,4	4,9	1,6	3,4	2,7	4,2	Coût unitaire d'exploitation	0,9	0,9	0,7	0,9	3,3
7,2	5,0	3,7	3,6	3,1	3,1	Prix de production	1,1	1,0	0,6	0,8	3,4

* Services Marchands et Bâtiment.

1/ défini comme le rapport des prix de production au coût d'exploitation unitaire.

Les coûts et les prix de production

Prix et coûts de production chez les principaux partenaires de la France

A l'exception du Royaume-Uni, les prix de production dans l'industrie manufacturière chez les principaux partenaires de la France ont ralenti en 1990, selon des données provisoires qui n'intègrent pas encore complètement l'effet de l'augmentation des prix pétroliers au troisième trimestre.

Les coûts salariaux unitaires ont cependant accéléré dans tous les pays, sauf aux Etats-Unis. L'ajustement de l'emploi au ralentissement de la production ne s'est en effet pas encore fait en 1990, à l'exception des Etats-Unis où le ralentissement dans l'industrie date de 1989, et où les effectifs ont été réduits durant toute l'année 1990. En revanche, les coûts des consommations intermédiaires ont ralenti, grâce à la baisse des cours des matières premières industrielles et au bas niveau du cours du pétrole au premier semestre. En prix, le ralentissement de la demande et du commerce international ont pesé sur les marges.

Deux pays se sont singularisés. Au Royaume-Uni, où le ralentissement est devenu une récession au second semestre, la progression des salaires n'a pas encore été incurvée, et l'ajustement de l'emploi a tardé. Il en a résulté une perte de compétitivité notable pour l'industrie britannique, que l'adhésion de la livre au SME a rendu plus difficilement compensable par une dévaluation. Aux Etats-Unis, le cycle de productivité est en avance par rapport à ses partenaires et son déroulement a été plus usuel : l'industrie regagne une compétitivité interne que les fortes progressions nominales des années 1988-1989 avait détériorée.

Coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière exprimés en monnaie nationale*

en % évolution

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
France	3,0	1,5	0,3	-2,3	-0,1	3,8
Allemagne**	2,0	5,0	6,2	-0,4	0,0	3,9
Royaume-Uni	3,5	3,6	0,2	0,7	4,7	7,1
Japon	-1,1	3,3	-5,1	-2,4	0,9	2,6
Etats-Unis	0,4	0,7	-1,0	1,3	2,3	0,8

Source : OCDE

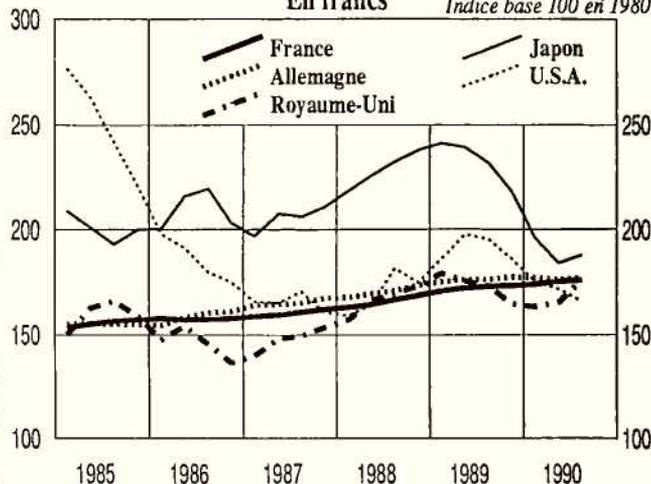
* Préviation OCDE sur le second semestre pour les partenaires de la France

** RFA jusqu'à 1989, Allemagne occidentale en 1990

La performance allemande doit être soulignée : malgré l'accélération des coûts salariaux unitaires entraînée par les hausses de salaires, les prix de production ont ralenti, de façon comparable à la France, alors que la demande intérieure a

Prix de production dans l'industrie manufacturière

En francs Indice base 100 en 1980



fortement accéléré. L'appréciation du mark et le taux de pénétration élevé du marché intérieur allemand ont en effet facilité la substitution entre produits domestiques et produits importés.

Prix de production dans l'industrie manufacturière en monnaie nationale

en % évolution

	1986	1987	1988	1989	1990
Etats-Unis	-3,6	2,7	3,6	5,1	2,6
Japon	-4,6	-2,9	-0,3	2,1	1,4
RFA	-2,4	-0,4	1,7	3,4	1,4
Royaume-Uni	4,1	4,4	4,8	5,4	6,0
France	1,3	1,8	3,4	3,9	1,9

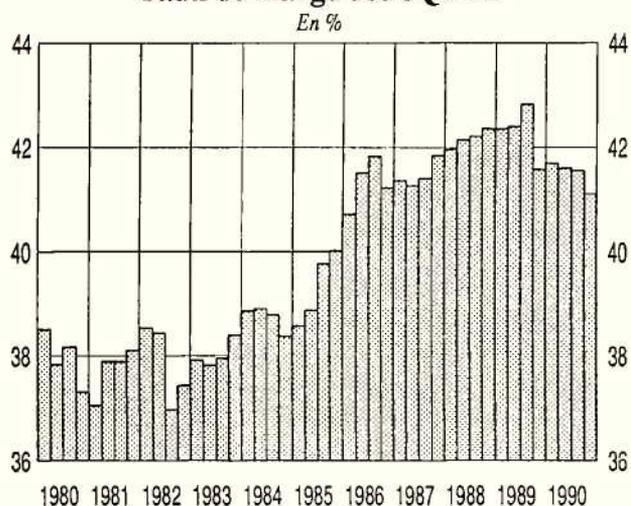
* Source OCDE pour les partenaires. Pour 1990, variation entre les trois premiers trimestres et ceux de 1989.

Les variations de taux de change ont corrigé les évolutions internes des prix de production : exprimés en francs, ils ont retrouvé des niveaux comparables à ceux qui prévalaient en 1980, avant l'appréciation du dollar (graphique prix de prod. en francs). En 1988 et en 1989, le prix de production agrégé et exprimé en francs des sept principaux partenaires de la France avait progressé de 4,8 % et 5,5 %. En 1990, il a baissé d'environ 5 %, sous l'effet de l'appréciation du taux de change effectif du franc. Les prix américains exprimés en francs ont baissé de 12,5 % donnant à l'industrie américaine une position concurrentielle accrue vis-à-vis de l'industrie française.

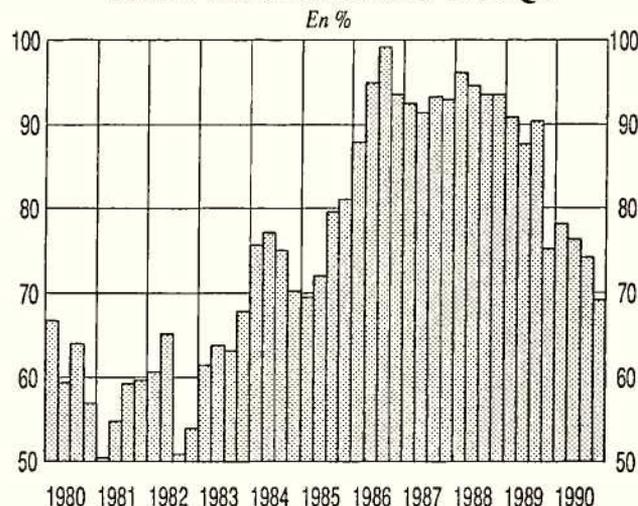
Les résultats des entreprises

En 1990, les ralentissements du volume des ventes et des prix de production, ont entraîné une moindre croissance de la valeur ajoutée brute nominale des entreprises. Parallèlement, les principales charges d'exploitation, rémunération des salariés et impôts liés à la production, ont crû plus rapidement qu'en 1989. Un tel mouvement de ciseaux induit une évolution défavorable des ratios du compte d'exploitation des Sociétés et Quasi Sociétés et Entreprises Individuelles (SQS-EI). De fait, le taux de marge des SQS-EI ^{1/} baisse pour la première fois depuis 1982. Les pertes de termes de l'échange au second semestre de 1990 n'ont pesé que légèrement sur cette dégradation et ont été en partie compensées par les gains de productivité. L'évolution la plus marquante reste la remontée du poids des charges salariales dans la valeur ajoutée, ratio en baisse régulière depuis 1983 ; il s'établit à 52,7 % après 52,0 % en 1989. Le taux d'investissement des SQS et EI continue de croître en moyenne annuelle, la FBCF ayant encore fortement augmenté en 1990. Ce courant d'investissement, conjugué à des résultats d'exploitation dégradés et à une croissance toujours vigoureuse de l'impôt sur les bénéfices (liée aux bons résultats des entreprises en 1989) entraîne une chute importante (un peu plus de 10 points) du taux d'autofinancement des SQS.

Taux de marge des SQS-EI



Taux d'autofinancement des SQS



En 1989, les taux de marge et de rentabilité globale des entreprises industrielles ont progressé, alors que les taux de marge d'exploitation sont restés stables ^{2/}. Cette progression serait pour une grande part imputable à l'accroissement des revenus financiers. La baisse du taux d'autofinancement observée alors a entraîné de facto un recours accru aux sources de financement externes. Toutefois, grâce à un autofinancement encore abondant, les politiques de financement mises en oeuvre en 1989 auraient permis aux entreprises d'améliorer leur indépendance à l'égard des emprunteurs tout en faisant reculer leur taux d'endettement. Cette poursuite du redressement de la situation financière des entreprises depuis 1985 doit cependant être nuancée dans son appréciation car on aurait observé une légère augmentation des crédits bancaires dans l'endettement courant ainsi qu'une croissance des intérêts versés.

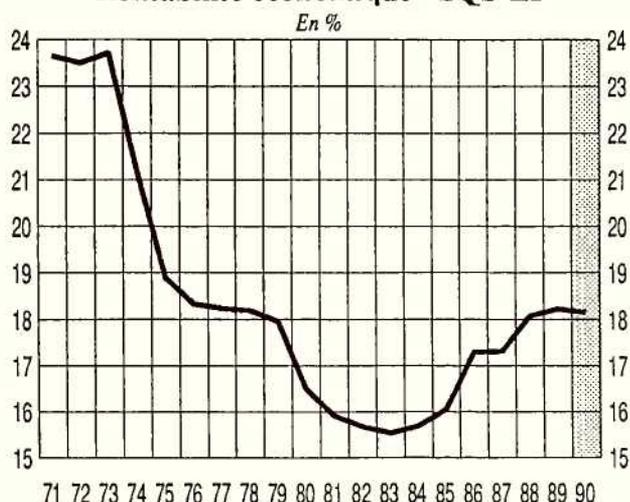
1/ Défini comme le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur la Valeur Ajoutée.

2/ Ce paragraphe s'appuie sur "La situation du système productif en 1989" publié par la Centrale des Bilans de la Banque de France ainsi que sur l'exploitation des données du TERF trimestriel de la Banque de France.

Le taux de marge global comprend, en sus des résultats d'exploitation, les produits financiers nets.

Les résultats des entreprises

Rentabilité économique - SQS-EI



Situation de trésorerie dans l'industrie



Partant des données pour 1989 décrites ci-dessus, l'enquête de conjoncture sur la trésorerie dans l'industrie permet de mettre à jour pour 1990 les grandes tendances pour l'évolution de l'endettement des entreprises. La trésorerie s'est dégradée tout le long de l'année ; cependant, la situation financière des entreprises en 1989 était plutôt favorable, ce qui expliquerait que, pour l'heure, celles-ci n'éprouvent encore que peu de difficultés de trésorerie. La baisse du taux d'autofinancement des entreprises a entraîné, comme en 1989, un recours accru aux financements externes. Mais sur les 11 premiers mois de 1990, les émissions nettes d'obligations ainsi que celles d'actions et titres assimilés sembleraient moins importantes que pour la même période en 1989. Cela pourrait indiquer un renforcement des crédits bancaires ou désintermédiés, tels les billets de trésorerie. Une telle évolution de l'endettement fragiliserait les entreprises dans un contexte où les taux d'intérêts nominaux et réels en moyenne annuelle se sont élevés, aussi bien pour le long terme que pour le court terme.

Ratios du compte des entreprises

1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990
56,2	55,3	53,2	53,3	52,2	52,0	SQS et EI :	
38,7	39,3	41,3	41,5	42,2	42,3	- Charges salariales/Valeur ajoutée	52,7
15,0	15,2	15,4	15,9	16,7	17,2	- EBE/Valeur ajoutée	41,5
						- Taux d'investissement	17,4
66,6	65,2	62,6	62,4	61,2	61,0	SQS :	
27,5	28,4	30,9	31,5	32,4	32,3	- Charges salariales/Valeur ajoutée	62,0
16,6	16,8	16,9	17,5	18,3	18,8	- EBE/Valeur ajoutée	31,1
12,4	12,7	15,9	16,2	17,3	16,2	- Taux d'investissement	19,1
74,5	75,5	93,9	92,5	94,4	86,0	- Epargne sur valeur ajoutée	14,2
						- Taux d'autofinancement	74,4

L'investissement

Un effort d'investissement encore soutenu en 1990...

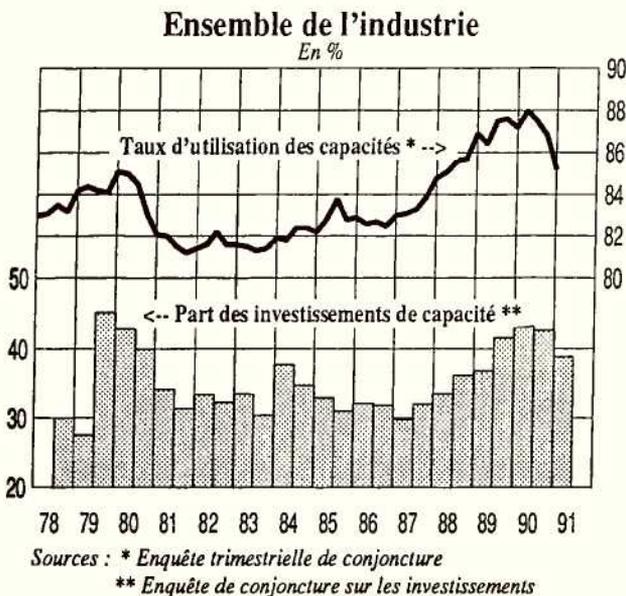


En dépit du ralentissement de l'activité amorcé en 1989, l'investissement productif reste dynamique en 1990 avec un rythme de croissance en volume de l'ordre de 5 % après 7 % en 1989. Le taux d'investissement poursuit ainsi sa hausse pour la sixième année consécutive depuis 1985 et passe de 17,2 à 17,4 %.

Cette évolution relativement favorable s'explique par un fort courant d'investissement industriel confirmé dans l'enquête de novembre 1990. En revanche, trois secteurs connaissent une décélération sensible de leur effort d'équipement : le bâtiment et génie civil, le secteur des services et commerce, et les grandes entreprises nationales.

... malgré le ralentissement de la demande et la détente sur les capacités de production observée dans l'industrie ...

En rapport avec le ralentissement de la demande, le freinage de l'investissement productif aurait dû être plus sensible. A titre d'exemple, la mise en jeu d'un mécanisme d'accélérateur conduirait à une croissance en volume de l'investissement pour l'industrie de l'ordre de 1 % pour 1990, à comparer au 9 % de croissance en volume indiqué par les industriels lors de la dernière enquête en novembre 1990. L'effet décélérateur pourrait en revanche intervenir plus fortement en 1991.



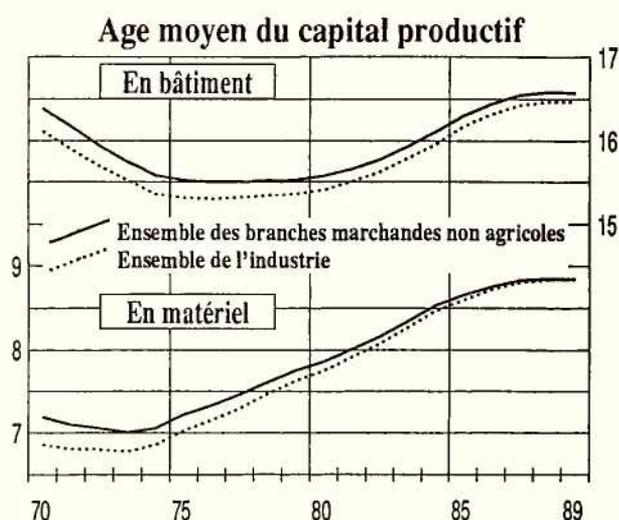
Par ailleurs, les taux d'utilisation des capacités dans l'industrie amorcent une baisse au troisième trimestre. Le nombre d'entreprises jugeant leur capacité de production suffisante augmente simultanément. Cependant, cette détente progressive sur les capacités de production ne se traduit pas par un freinage de l'investissement mais plutôt par une réorientation des investissements en faveur des investissements de modernisation et au détriment des investissements de capacité. Cette modification des destinations annoncée dans l'enquête spécifique sur les conséquences des événements survenus dans le Golfe, s'est vue confirmée par la suite dans l'enquête de novembre 1990.

L'investissement

... mais rendu nécessaire par le retard d'investissement accumulé depuis 1974

On assiste depuis 1974 à un vieillissement progressif du stock de capital en matériel dont l'âge moyen augmente régulièrement depuis cette date passant de 7 ans en 1974 à 8,8 ans en 1988 pour l'ensemble des branches et de 7,7 ans à 9,9 ans pour l'industrie. Ainsi l'importance de l'effort d'équipement consenti par les entreprises depuis 1985 n'a pas permis de résorber l'effet du déficit d'investissement accumulé depuis 15 ans. Il a fallu attendre en effet 1989 pour que le processus de vieillissement

soit enrayé et que s'instaure une tendance au rajeunissement du stock de capital. La période 1985-1988 n'a marqué, quant à elle, qu'une inflexion dans le rythme de croissance de l'âge moyen. Cet effet de rattrapage contribue à soutenir l'investissement en 1990 en particulier dans l'industrie pour laquelle le retard en équipement s'est traduit par de fortes tensions sur les capacités de production qui ont perduré jusqu'à la fin du premier semestre 1990. Le vigoureux effort d'investissement dans l'industrie traduit une volonté de la part des entreprises d'améliorer leur offre rentable et compétitive, alors que la réalisation du grand marché intérieur approche.



... dans un contexte de financement moins favorable qu'en 1989

Par ailleurs, le renchérissement des consommations intermédiaires et une croissance plus forte des charges d'exploitation en 1990 ont pesé sur le résultat des entreprises. Il s'ensuit une légère diminution de la rentabilité du capital en 1990 après quatre années de hausse consécutives, ainsi que la poursuite de la baisse du taux d'autofinancement amorcée en 1989. Celle-ci se retrouve dans les appréciations des industriels depuis juin 1990. En effet, le nombre de chefs d'entreprises citant l'insuffisance des marges d'autofinancement comme obstacle principal à l'investissement dans les mois qui suivent l'enquête augmente significativement depuis cette date, passant de 29 % en juin 1989 à 40 % en novembre 1990. Le facteur limitatif le plus fréquemment cité demeure néanmoins l'hésitation à s'endetter, les taux d'intérêt réels de long terme demeurant élevés.

Un ajustement en cours en fin d'année

Une faible proportion d'entreprises révisent leurs projets d'investissement à la suite de la crise du Golfe comme en témoigne l'enquête spécifique réalisée entre le 24 septembre et le 10 octobre sur ce sujet. Les révisions se concentrent sur quelques secteurs tels les cafés hôtels restaurants et sont plus importantes dans le commerce de gros. La faible ampleur des révisions est confirmée dans l'enquête sur les investissements dans l'industrie de novembre 1990.

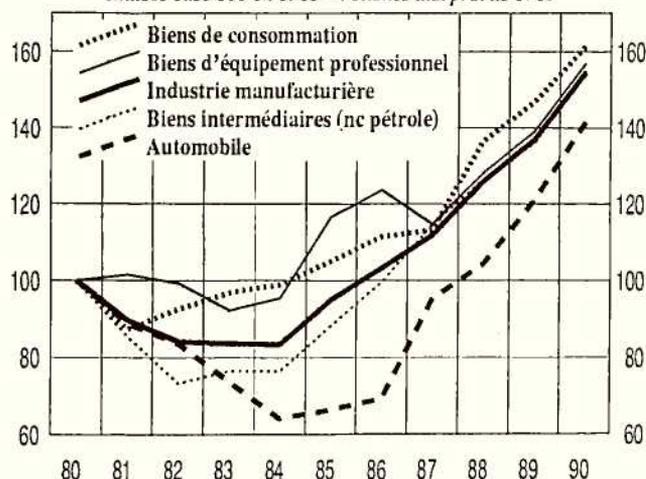
Comme le suggèrent certains indicateurs, la formation de capital semble cependant ralentir en fin d'année : les carnets de commande des producteurs de biens d'équipement se dégradent davantage à l'enquête d'octobre, les grossistes observent un ralentissement plus net des ventes à l'enquête de novembre 1990, et les importations en électronique et en matériel d'équipement s'infléchissent au quatrième trimestre.

L'investissement

L'investissement est encore dynamique en 1990 dans l'industrie concurrentielle ...

L'investissement productif dans l'industrie

Indices base 100 en 1980 - Volumes aux prix de 1980



La progression des investissements productifs dans l'industrie est supérieure à celle enregistrée en 1989 avec une progression en volume de l'ordre de 9 % après 8 % en 1989. Les révisions apportées aux projets initiaux sont de faible ampleur avec une séquence de 15 %, 15 % et 13 % pour les prévisions des rythmes de croissances en valeur fournis par les industriels aux enquêtes de novembre 1989 juin 1990 et novembre 1990.

Ceux-ci sont homogènes suivant les secteurs. Le secteur le plus dynamique, en matière d'investissement, a été celui de l'automobile. En revanche des disparités apparaissent suivant les tailles d'entreprises. L'intensification de l'effort d'investissement est plus marqué pour les petites et moyennes entreprises.

Le recul de la part des investissements de capacité en fin d'année n'est pas observé dans tous les secteurs. Il est le fait des industries agro-alimentaires et du secteur des biens intermédiaires. Dans le secteur de l'automobile la part des investissements de modernisation s'est redressée dès 1989 après un pic de la part des investissements de capacité en juin 1989.

Les grandes entreprises sont plus contraintes en fin d'année sur leur investissement futur. L'augmentation du nombre d'entreprises déclarant en novembre ne pas pouvoir réaliser tous les investissements nécessaires dans les mois à venir est entièrement le fait des entreprises de plus de 500 salariés où la détérioration du taux d'autofinancement est plus durement ressentie.

mais il ralentit sensiblement dans les autres secteurs.

Le ralentissement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics conduirait à un rythme de croissance moindre de l'investissement en 1990 après la reprise initiée en 1987.

L'investissement des grandes entreprises nationales reste en volume à un niveau voisin de 1989. L'investissement de la SNCF a été dynamique sous l'impulsion des programmes TGV Nord et de l'interconnexion des TGV.

Le secteur agricole a connu, pour la troisième année consécutive, une croissance positive de l'investissement, bénéficiant des abattages de vaches laitières plus faibles que par le passé et de la recapitalisation destinée à la production de viande. Les livraisons de l'année en cours indiquent un investissement mécanique plus dynamique que l'an passé, en raison notamment de l'accélération des revenus agricoles observée l'an passé.

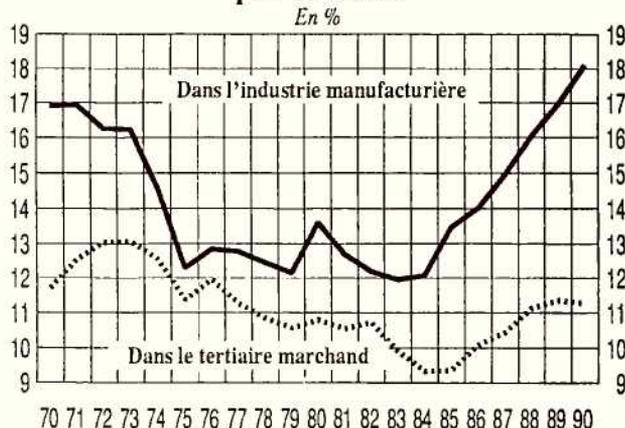
L'investissement

Le ralentissement de l'investissement productif du secteur des services et commerces amorcé en 1989 se poursuit en 1990. Il serait davantage le fait des commerces comme le suggèrent le recul des créations d'entreprises dans ce secteur et la baisse plus sensible des mises en chantier de bâtiments commerciaux.

Investissement productif des principaux secteurs				
Volumés aux prix de l'année précédente		Evolution %		
Secteur (et pondération) 1/	1987	1988	1989	1990
Grandes Entreprises Nationales (14 %)	-8,5	4,1	4,7	0
Entreprises du secteur concurrentiel (86 %)	8,3	12,4	7,7	5 à 6
dont: Agriculture (6 %)	-4,0	13,4	8,3	5 à 6
Industrie (34 %)	7,5	11,0	8,1	9
Commerces-Services (42 %)	11,2	13,2	7,3	3
Bâtiment Génie civil et agricole (4 %)	4,8	14,1	7,2	2
Ensemble des entreprises (SQS-EI)	5,3	11,1	7,2	5

1/ Structure de l'investissement en valeur en 1989

Taux d'investissement productif par branche



Un modèle d'accélérateur flexible dans l'industrie manufacturière

Des déterminants habituels de l'investissement demande et profits, le modèle d'accélérateur flexible ne retient que la contrainte sur les débouchés qui dicte entièrement le comportement en matière d'investissement dans un tel modèle.

Sous l'hypothèse d'une fonction de production à facteurs complémentaires et de rendements d'échelle constants, le stock de capital désiré K_t^* en fin de période t dépend de la production anticipée Q_{t+1}^* pour la période t :

$$K_t^* = a Q_{t+1}^* \exp bt \text{ où } b: \text{ trend de productivité du capital}$$

L'expression de l'investissement souhaité pour la période t s'en déduit par la relation:

$$I_t = K_t^* - (1-d) K_{t-1} \text{ où } d \text{ est le taux de déclassement}$$

$$\text{soit } I_t/K_{t-1} - d = K_t^*/K_{t-1} = Q_{t+1}^*/K_{t-1} + b$$

Il reste à spécifier les anticipations de demande qui sont supposées adaptatives

$$Q_{t+1}^* = c Q_t^* + (1-c) Q_t = Q_t^* + (1-c) (Q_t - Q_t^*)$$

ou encore

$$Q_{t+1}^* = (1-c) \sum_{i=0}^{\infty} c^i Q_{t-i}$$

Le modèle est estimé sous sa forme auto-régressive

$$I_t/K_{t-1} = c I_{t-1}/K_{t-2} + (d+b)(1-c) + Q_t(1-c)$$

sans tenir compte des contraintes sur les paramètres

On obtient sur la période 1971-1989 sur données annuelles.

$$I_t/K_{t-1} = 0,65 I_{t-1}/K_{t-2} + 0,0015 Q_t + 0,018$$

(10,8) (5,9) (4,6)

$$DW = 2,04; \quad R^2 = 0,94; \quad S = 0,0035$$

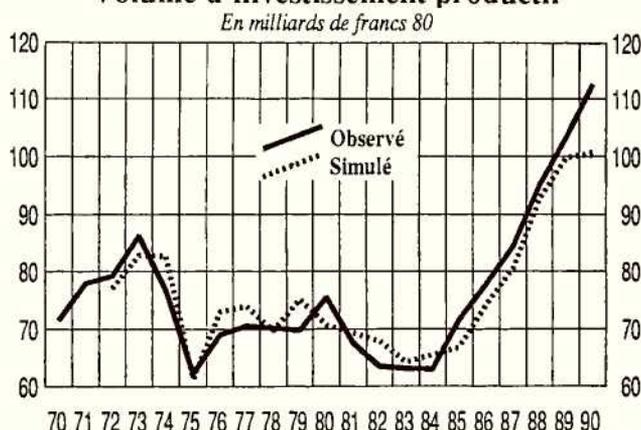
où I_t est la FBCF productive de l'industrie manufacturière en prix 80

K_t est le stock de capital productif brut en fin d'année en prix 80

Q_t est la production de l'industrie en prix 80

Le modèle démultiplié pour l'année 1990 le ralentissement de la production dans l'industrie indiquant un taux de croissance de l'investissement en volume de 1%, alors qu'il est estimé à 9%.

Volume d'investissement productif



Les stocks

Les variations de stocks de produits manufacturés contribuent négativement en 1990 à la croissance de la production, après une neutralité en 1989 et quatre années de contribution positive. Annuellement, le ralentissement du stockage s'explique par le net freinage de la demande hors stocks, les mécanismes de l'accélérateur de stocks jouant à la baisse.

Au semestre le semestre, les variations de stocks relèvent plutôt de légers désajustements entre production et anticipations de demande. Ainsi, au premier semestre de 1990, la croissance ralentie de la production conjuguée à une demande encore soutenue a conduit les industriels et les grossistes à ne stocker que faiblement, à l'exception notable des concessionnaires automobiles. Au début du second semestre, la remontée de l'offre, provenant à la fois des importations et de la production, permet la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière.

Après un léger déstockage en début d'année, les industriels et les grossistes ont reconstitué leurs stocks de biens intermédiaires en cours d'année. Le stockage en biens d'équipement professionnel a été notable tout au long de l'année pour faire face à une demande toujours dynamique, notamment au second semestre. L'essoufflement du marché automobile a conduit les producteurs à limiter leurs stocks ; les concessionnaires, en revanche, ont probablement mal anticipé le retournement de la demande et ont subi un stockage massif. Le déstockage en biens de consommation observé au premier semestre semble plus être le fait des grossistes que celui des producteurs et des détaillants, car ceux-ci n'ont eu de cesse de s'adapter à une demande hors stocks encore soutenue début 1990.

Selon les enquêtes de conjoncture dans l'industrie des pays membres de la CEE, il semble bien que, à l'exception de la RFA, les producteurs estiment en 1990 l'état de leurs stocks supérieur au niveau normal ; leur jugement retrouve les niveaux observés au début de 1986, avant la reprise économique. Cette opinion des industriels traduit le ralentissement perçu de la demande qui nécessite une décélération du stockage et explique ainsi, annuellement, la contribution négative des stocks à la croissance en France, comme chez la plupart de ses partenaires européens.

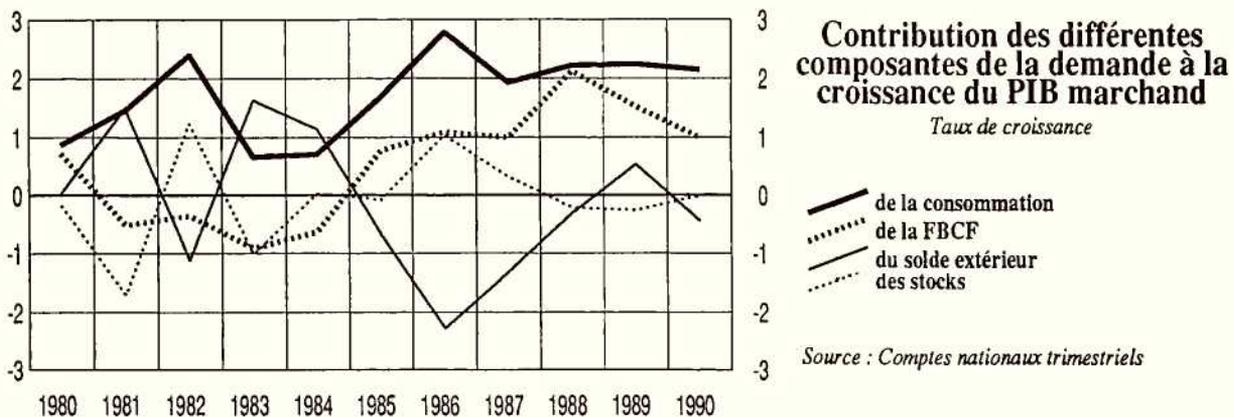
Stocks de produits manufacturés											
1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990				1990
							90.1	90.2	90.3	90.4	
-6,9	-5,8	9,1	16,8	26,0	27,4	Variation des stocks en Mds de F 80	-1,5	2,6	10,9	2,0	14,0
-0,5	0,1	1,1	0,5	0,6	0,1	Contribution des variations de stocks à la croissance de la production manufacturière	-1,7	1,0	2,1	-2,2	-0,8

La production

En 1990, le PIB total en francs de 1980 a progressé de 2,8 % en moyenne après 3,7 % en 1989 : le ralentissement de la croissance observé depuis le second semestre de 1989 s'est poursuivi en 1990. Le solde extérieur contribue négativement cette année à la croissance (- 0,4 point après 0,4 en 1989). La contribution de la demande intérieure à la croissance du PIB marchand a légèrement fléchi par rapport à 1989, en grande partie en raison de la fin des effets bénéfiques liés aux mécanismes d'accélération : la contribution de la FBCF totale est moins élevée qu'en 1989 (1 point après 1,5) et celle des stocks devient nulle. Pour sa part, la consommation a contribué à la croissance dans les mêmes proportions qu'en 1989 (2,2 points).

Dans la plupart des branches marchandes, la contribution de la valeur ajoutée à la croissance a diminué en 1990 à l'exception de l'agroalimentaire et de l'énergie. Le fléchissement le plus marqué s'observe dans les services où la contribution est passée de 2,3 points en 1989 à 1,8 point en 1990 et dans l'industrie manufacturière (0,1 point en 1990 après 0,8 point en 1989).

La production des branches marchandes a augmenté d'environ 3,0 % en moyenne annuelle en 1990 après plus de 5 % en 1989. Le ralentissement a touché la plupart des secteurs, notamment les services et l'industrie manufacturière ; les secteurs de l'énergie et de l'agro-alimentaire ont échappé à cette évolution et se sont révélés dynamiques en 1990.



Production marchande par branche	Taux de croissance en %											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	88.I	88.II	89.I	89.II	90.I	90.II	1988	1989	1990	1988	1989	1990
Agro-alimentaire (13 %)	0,7	-0,6	1,1	0,6	0,6	2,3	0,0	1,7	3,0	1,0	0,7	2,1
Energie (6 %)	2,9	-0,5	0,3	1,9	1,2	-2,6	2,4	2,2	-1,4	1,4	1,1	1,7
Manufacturés (30 %)	2,8	2,1	3,7	1,0	-0,5	-0,2	4,9	4,7	-1,3	5,4	5,2	1,2
dont :												
Biens intermédiaires (11 %)	3,5	2,9	2,1	-0,5	-0,2	1,9	6,5	1,5	-2,1	7,3	3,6	0,3
Biens d'équipement (8 %)	2,2	2,3	5,2	2,2	0,4	1,5	4,6	7,5	1,9	4,6	7,2	3,6
Automobile et mat. de transp. (3 %)	4,9	-1,1	6,9	3,3	-4,5	-7,9	3,7	10,4	-12,0	5,9	7,3	-2,6
Biens de consommation (8 %)	1,5	2,1	3,4	0,8	-0,1	1,5	3,6	4,2	1,3	3,7	4,8	1,7
BTP (8 %)	4,7	1,5	1,7	1,7	1,2	0,6	6,2	3,5	1,8	7,5	3,7	2,8
Commerce (9 %)	1,9	2,2	1,1	1,5	1,6	0,4	4,1	2,6	2,0	5,4	3,1	2,7
Services marchands (34 %)	2,2	3,9	4,8	3,3	2,9	1,4	6,1	8,2	3,6	6,5	8,2	5,1

La production

La croissance de l'industrie manufacturière s'est nettement ralentie

Le ralentissement de l'activité amorcé dès 1989 dans certaines branches de l'industrie s'est confirmé et étendu à l'ensemble des biens manufacturés dès le premier semestre de 1990. En glissement annuel, la production manufacturière diminue en 1990 (- 1,3 %) après la croissance encore soutenue de 1989 (4,7 %) ; le rythme de croissance en moyenne annuelle est ainsi passé de 5,2 % en 1989 à 1,2 % en 1990. Cette décélération s'est accompagnée d'un tassement des différentes composantes de la demande : la demande intérieure stimulée par une consommation des ménages encore dynamique au début de l'année s'est essouffée ensuite et les exportations n'ont que partiellement pris le relais au second semestre pour soutenir la croissance. Les indicateurs issus des enquêtes de conjoncture retracent des évolutions similaires. Les carnets de commandes globaux et étrangers se sont dégarnis tout au long de l'année. Les tensions sur l'appareil de production encore vives au premier trimestre ont peu à peu disparu. Les goulots se sont sensiblement desserrés, la proportion des entreprises déclarant en ressentir passant de 34 % en mars 1990 à 20 % en janvier 1991. Les taux d'utilisation des capacités de production ont diminué de 3,5 points pendant cette même période.

La croissance s'est révélée assez vive dans les biens d'équipement professionnel (environ 3,5 % en moyenne annuelle après 7,2 % en 1989) et plus modérée dans les biens de consommation y compris les biens d'équipement ménager, (1,7 % en moyenne annuelle après 4,8 % en 1989) tandis que dans la construction automobile, le recul est sévère (- 2,6 % en moyenne annuelle) après une année 1989 exceptionnelle (7,3 %). L'activité n'a que légèrement augmenté dans les biens intermédiaires (0,3 % après 3,6 % en 1989).

Le dynamisme de l'activité dans les **biens d'équipement professionnel** résulte de plusieurs facteurs. Au premier semestre, les branches de la construction mécanique et du matériel électrique et électronique ont enregistré une croissance soutenue équivalente à celle de 1989 ; au même moment, la production reculait dans la construction aéronautique en raison des mouvements sociaux qu'avait connu British Aerospace. Au second semestre, en revanche, la croissance très vive dans cette branche a permis d'assurer un rattrapage par rapport au faible niveau d'activité du premier semestre et la montée en charge du programme concernant les modèles de type A320. Dans les deux autres branches, le ralentissement a été marqué. L'essoufflement de la demande qui accompagne la décélération de la croissance provient essentiellement du tassement des exportations, malgré le ressaut du quatrième trimestre (reprise des livraisons d'AIRBUS). L'investissement productif a crû en 1990 quasiment au même rythme qu'en 1989. Les enquêtes de conjoncture dont le champ couvre partiellement les activités d'Airbus Industrie retracent les mêmes mouvements. Les opinions se sont en effet rapidement retournées au troisième trimestre. Jusqu'à l'automne, les indicateurs relatifs à l'activité comme aux facteurs de production demeuraient bien orientés compte tenu des évolutions en cours dans les autres branches de l'industrie manufacturière. Au quatrième trimestre, les demandes globales et étrangères reculent, en phase avec la dégradation des carnets de commandes globaux et étrangers. Les perspectives de production deviennent pessimistes. Les goulots se desserrent et les taux d'utilisation diminuent. Une proportion non négligeable d'industriels estime dorénavant les capacités de production plus que suffisantes.

Dans la **construction automobile**, la production a nettement reculé en 1990 après une année 1989 exceptionnelle. En glissement annuel trimestriel, la chute est vertigineuse (- 12,0 % après 10,4 % en 1989). Elle est sensible dès le premier semestre et s'emplifie nettement en fin d'année (- 8,1 % pour le seul quatrième trimestre). Sur le

La production

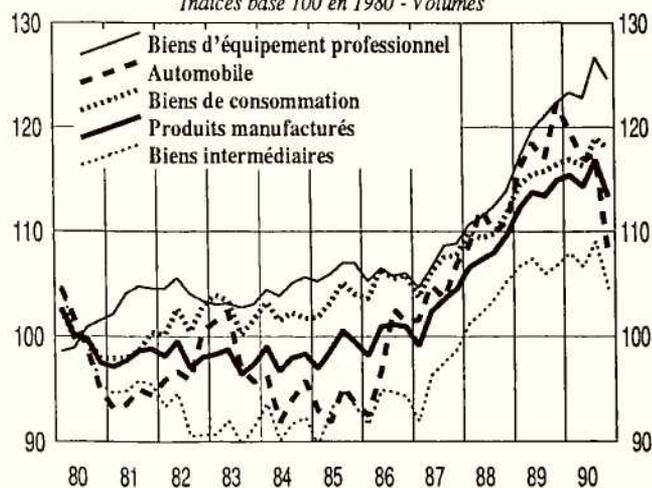
marché intérieur, les débouchés se sont contractés : la consommation des ménages et l'investissement ont nettement fléchi. Seule la demande extérieure est restée soutenue. Dans les enquêtes de conjoncture, les opinions des industriels ont été pessimistes tout au long de l'année. Les carnets de commandes globaux et étrangers se sont nettement dégarnis et les soldes d'opinions n'ont jamais été aussi bas depuis la fin de 1980. Depuis juin 1990, les goulots de production ont quasiment disparu. Les taux d'utilisation ont diminué de plus de 7 points entre octobre 1990 et janvier 1991.

Après le ralentissement amorcé à la mi-1989 dans les **biens intermédiaires**, la production est restée quasiment stable en 1990 en moyenne annuelle, mais baisse en fin d'année. Les évolutions sont cependant contrastées selon les branches : la production a reculé dans la sidérurgie et la chimie, elle a crû vivement dans le verre et modérément dans les autres branches. Au premier semestre, la demande étrangère s'est révélée encore dynamique, comme l'a montré l'amélioration temporaire des carnets de commandes étrangers, tandis que la demande interindustrielle se tassait. Au second semestre, en revanche, les exportations ont marqué le pas et la demande intérieure n'a pas pris le relais. Les indicateurs sur les facteurs de production tirés des enquêtes de conjoncture confirment le ralentissement. En 1990, les goulots se sont desserrés, la proportion d'entreprises en déclarant passant de 32 % environ en janvier 1990 à 21 % un an plus tard. Les taux d'utilisation ont diminué progressivement, puisqu'ils ont baissé de 3 points entre juin 1990 et janvier 1991, soit plus lentement que ceux de l'ensemble de l'industrie manufacturière.

Les **biens de consommation** ont, en 1990, le mieux résisté au retournement de la conjoncture grâce à une demande des ménages encore dynamique. La demande extérieure s'est tassée en début d'année et la reprise du second semestre est trop modeste pour donner aux exportations la vigueur des deux dernières années. L'effritement de la demande étrangère se retrouve dans les enquêtes de conjoncture, à travers l'évolution des carnets de commandes. Cependant, les indicateurs sur les facteurs de production confirment la résistance de cette branche au ralentissement. Ceux-ci se sont, en effet, caractérisés par une certaine inertie jusqu'en fin d'année.

Production des branches de l'industrie manufacturière

Indices base 100 en 1980 - Volumes



Après une année 1989 médiocre, la production d'énergie est en reprise

La production d'énergie a augmenté d'environ 1,7 % en moyenne annuelle en 1990 après 1,1 % en 1989. L'activité de raffinage a été vive en 1990 en raison du développement de la production de naphta grâce à la création de nouvelles capacités. Avec le redressement de la production électro-nucléaire au printemps et le rétablissement du potentiel hydro-électrique en cours d'année, la production d'électricité progresse d'environ 3 % en 1990.

La production

En 1990, la production agricole en volume a augmenté à un rythme un peu plus rapide qu'en 1989.

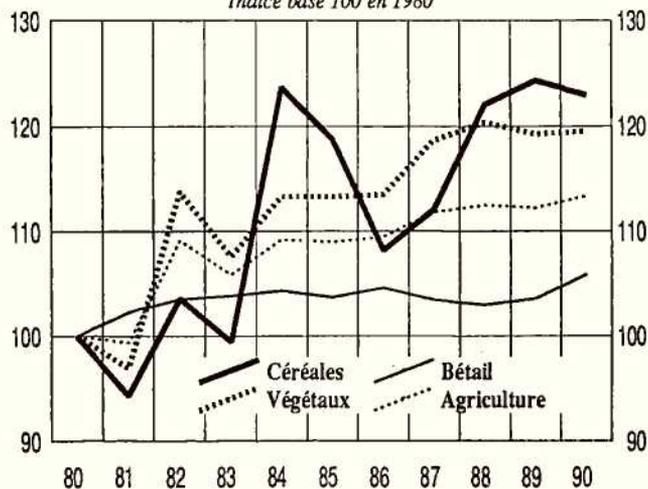
La production végétale a été en légère croissance. Les rendements exceptionnels, en hausse par rapport à 1989, de l'ensemble des céréales à paille, alliés à la progression des surfaces, ont expliqué les fortes hausses de production de blé tendre, de blé dur et d'orge. Au contraire, la production de maïs a été en net retrait du fait de la baisse de rendement qui s'est ajoutée à une forte diminution des surfaces (- 360 000 ha) par crainte des difficultés d'irrigation. La croissance de l'ensemble des céréales s'en est ainsi trouvée atténuée. Les oléoprotéagineux ont vu leur production s'accroître tandis que leurs prix ont chuté. Les quantités maximales garanties (QMG) ont en effet été dépassées cette année et un report d'abattement lié à une sous estimation des récoltes de 1989 a également pesé sur les prix.

La sécheresse semble, comme en 1989, n'avoir eu aucun effet sur les rendements betteraviers. Ceux-ci sont restés proches de leur niveau précédent, et grâce à une nette progression des surfaces, la production de betteraves et de sucre a été en hausse. Au contraire les fourrages ont enregistré une perte record, surtout pendant la période estivale. La sécheresse a également pesé sur les rendements de pommes de terre dont la récolte a toutefois été en légère progression grâce à l'augmentation des surfaces. Le manque d'eau et la réduction du verger s'est fait sentir sur le grossissement des fruits qui ont vu leur production stagner. Cependant, grâce aux pluies d'automne, la production de légumes a été globalement en hausse. Malgré la sécheresse qui a quelquefois réduit les attentes des viticulteurs, le volume de la production viticole a été plus fort que l'an passé.

La production animale, quant à elle, est en reprise. Malgré la chute des cours liée au fort courant d'importations en provenance des pays de l'Est, la production de bétail s'est redressée. Au contraire le marché des oeufs s'est nettement replié et la production laitière a subi, comme en 1989, les effets conjugués de la sécheresse et des quotas laitiers.

La production agricole en prix 1980

Indice base 100 en 1980



La production des industries agro-alimentaire s'est accélérée de nouveau

L'activité des industries agro-alimentaire a progressé d'environ 3 % après 1,2 % en 1989. Après deux années de stagnation, les industries de viandes et produits laitiers ont vu leur production prendre un nouvel essor. Dans le même temps, la production des autres produits agricoles et alimentaires est restée soutenue : tous les secteurs ont participé à cette croissance, en particulier le sucre qui prospère depuis deux ans.

Des évolutions contrastées dans le Bâtiment et les Travaux Publics

La production du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics a progressé d'un peu moins de 3 % en 1990, après 3,7 % en 1989 et 7,5 % en 1988. Après des années de forte croissance (voir encadré), l'activité dans le secteur des Travaux Publics plafonne à des niveaux élevés. Les collectivités locales ont réduit leurs projets d'infrastructures au profit d'autres dépenses : équipements scolaires et environnement. Seuls les investissements réalisés par les Grandes Entreprises Nationales de Transports Publics ont accéléré : chantier du TGV Nord, début des travaux d'inter-connexion en Ile-de-France et contournement de Lyon. L'activité est légèrement plus soutenue en 1990 dans le Bâtiment que dans les Travaux publics grâce à l'extension des mises en chantier de locaux non résidentiels, en particulier à destination de l'industrie et de l'enseignement,

L'activité dans les Travaux Publics dans les années 1980

Après une période de repli depuis 1980, un retournement de tendance s'est produit en 1985 et le secteur du BTP a connu de 1986 à 1990 une forte croissance de sa production : 1988 a été l'année de la plus forte progression avec + 6,7 % ; un tel chiffre n'avait pas été atteint depuis 1973.

Les Travaux Publics ont largement contribué à cette croissance et particulièrement en 1988.

Dès la fin de 1984, les enquêtes de conjoncture dans les Travaux Publics indiquaient une forte progression des carnets de commandes et des perspectives d'activité. Cette croissance était due au développement des grands chantiers (TGV, autoroutes, centrales nucléaires) mais aussi à la progression des investissements des collectivités locales et des crédits alloués dans le cadre du Fonds Spécial de Grands Travaux.

La reprise n'a vraiment été effective qu'en 1986 où, après un début d'année très perturbé par les conditions climatiques l'augmentation du volume d'activité a été de 8,2 % en moyenne annuelle. Bien qu'encore nettement positive avec une progression de 4 %, l'année 1987 connaît une moindre croissance en raison du fléchissement des carnets de commandes des grandes entreprises nationales et des collectivités locales. 1988 a été une année marquante pour les Travaux Publics avec près de 10 % de progression de l'activité. Ce résultat est obtenu, grâce, d'une part à la clémence de l'hiver qui a évité l'interruption des chantiers, et d'autre part à la croissance des commandes des communes (premier client des Travaux Publics) qui en cette année pré-électorale ont investi dans de nombreux équipements mais aussi aux commandes de l'Etat (+ 17 %) qui a accentué son effort dans le domaine routier : contournement routier et ferroviaire de Lyon, TGV Atlantique et autoroutier et auxancements de grands chantiers privés : tunnel sous la Manche, Euro-Disneyland.

En 1989, favorisés de nouveau par des conditions climatiques clémentes, les travaux réalisés ont progressé d'environ 8 %. Les entrepreneurs estiment cependant que par rapport aux résultats exceptionnels de 1988, un ralentissement de l'activité s'est produit. Mais celle-ci, soutenue par les grands chantiers d'Ile-de-France, de la Tarentaise, du tunnel sous la manche et des travaux routiers reste encore à un niveau satisfaisant.

La production

et à la croissance du secteur de l'entretien-amélioration ; ce dernier a bénéficié de l'orientation favorable du marché de l'habitat ancien dans les grandes villes et des importantes subventions de l'Etat pour la réhabilitation de l'habitat locatif social. Après une année 1989 marquée par les anticipations d'une suppression des avantages de la loi Méhaignerie, qui avaient contribué à la progression de la construction de logements neufs, celle-ci a reculé en 1990, passant de 339 000 logements en 1989 à 309 500 en 1990. Un accès au crédit rendu plus difficile par les organismes financiers, un coût du crédit plus élevé et des hausses de prix toujours importantes contribuent aussi pour leur part à cette évolution.

Le commerce a ralenti en liaison avec la demande

Le rythme de croissance de la production du commerce en 1990 a été légèrement inférieur à celui de l'année passée, 2,7 % en 1990 après 3,1 % en 1989 et 5,4 % en 1988. Le ralentissement de l'ensemble des composantes de la demande explique ces résultats en retrait. En ce qui concerne le commerce de détail, le chiffre d'affaires en volume n'a progressé que de 2,6 % en 1990 après 3,2 % les deux années précédentes. Le fléchissement a été particulièrement marqué dans les secteurs du commerce spécialisé non alimentaire, à l'exception de celui de l'équipement de la personne, en raison d'un moindre dynamisme de la consommation des ménages en produits manufacturés. Les secteurs de l'électroménager et de l'électronique ont continué à croître le plus rapidement. Par type de distribution, l'activité des hypermarchés s'est encore accélérée en 1990 avec une croissance du chiffre d'affaire en volume de plus de 7 % après 6,5 % en 1989. Par contre, tous les autres types de distribution sont en léger retrait par rapport aux années passées. Le commerce de gros a pâti lui aussi du ralentissement global de l'activité économique. Le chiffre d'affaires en volume sur les neuf premiers mois a crû d'un peu plus de 3 % en 1990, après 4 % en 1989. La décélération amorcée dans l'industrie en 1989 se propage au secteur du commerce de gros interindustriel qui a perdu plus d'un point de croissance par rapport à 1989. Seuls les grossistes en produits alimentaires ont vu leur activité progresser en volume en raison de hausses de prix agricoles peu nombreuses.

Tout en ralentissant, la croissance des services est restée forte

La production dans les services a progressé de 5 % en 1990 en moyenne annuelle, ce qui est resté une croissance forte bien qu'en retrait par rapport à 1989 (plus de 8 %). Ce mouvement est commun à l'ensemble des secteurs. Les services rendus aux entreprises subissent le ralentissement de l'activité industrielle en particulier les secteurs de la location mobilière, de la publicité et surtout du travail temporaire. Seul le secteur des travaux informatiques a crû à un rythme comparable à celui des années passées. Dans ce climat défavorable, les hausses des prix des carburants au second semestre de 1990 ont dégradé encore les résultats des entreprises des transports, aussi bien de voyageurs que de marchandises. Par rapport à son niveau exceptionnel de 1989, le solde touristique a connu une faible progression, ce qui s'est traduit par un ralentissement de l'activité dans les services rendus aux ménages, plus particulièrement dans le secteur hôtelier. Enfin, les résultats des services financiers ont été moins favorables en 1990 en raison des incertitudes économiques et politiques qui ont joué négativement sur les marchés boursiers.

La productivité apparente du travail

L'année 1990 a été marquée par un ralentissement des gains de productivité apparente du travail (mesurés par la croissance de la valeur ajoutée par personne employée) dans le secteur marchand : après 2,9 % en 1988 et 1,8 % en 1989, ils se situent à + 0,6 % en 1990.

Ce ralentissement est net dans l'ensemble des secteurs de l'économie française mais il touche plus nettement l'industrie manufacturière ; les industries de la branche matériel de transport subissent la plus forte baisse en raison du fléchissement de l'activité dans ce secteur. Dans le tertiaire marchand, les gains de productivité se replient, au-dessous du niveau moyen de la période 1987-1989.

Les phénomènes économiques liés à l'évolution de la productivité du travail peuvent être en partie explicités par un ensemble de relations économétriques reliant la valeur ajoutée à l'emploi -hors intérim- dans un secteur donné. Si l'on suppose qu'au cours des ans, la productivité doit se rapprocher d'une tendance constante appelée "productivité-cible", on peut définir une durée moyenne d'ajustement de la productivité effective à cette cible. Dans l'industrie manufacturière, ces délais -calculés a posteriori et hors intérim- sont actuellement estimés à environ 18 mois. L'emploi stable mettrait ainsi en moyenne 18 mois à s'ajuster à la production dans ce secteur. Du fait de ce retard d'ajustement, le ralentissement récent de l'activité induit la baisse des gains de productivité observée dans l'industrie manufacturière en 1990. Le fléchissement des gains de productivité dans l'ensemble de l'économie française qui ne tient pas compte de la ventilation sectorielle de l'intérim est moins prononcé que dans le secteur manufacturier car les délais d'ajustement y sont plus courts (7 mois).

L'évolution des gains de productivité en France est comparable à celle de l'Allemagne et de l'Italie. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le fléchissement des gains de productivité date de l'année 1989, le ralentissement économique y étant déjà prononcé. Seul le Japon, dont la productivité se situe à un niveau bas par rapport à ses partenaires économiques, connaît un niveau élevé de gains de productivité apparente du travail en raison de l'effort qu'il consent dans le domaine de la Recherche et Développement 1/.

La productivité du travail par branche 1/						
Secteurs 2/	Evolution en %					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Industrie manufacturière (29,7 %)	3,1	2,5	3,5	6,1	3,5	-0,5
Total industrie 3/ (50,2 %)	3,2	2,7	2,3	4,3	1,9	0,4
Tertiaire marchand (44,6 %)	2,9	3,7	1,0	2,0	1,7	0,8
Branches marchandes (100 %)	3,1	3,0	1,6	2,9	1,8	0,6

1/ valeur ajoutée par tête
2/ poids dans la production marchande en 1990
3/ y compris IAA, énergie et BGCA

Productivité : comparaison internationale 1/					
	Evolution en %				
	1986	1987	1988	1989	1990
France	2,2	1,7	2,8	2,1	1,2
Allemagne 2/	0,4	0,3	3,0	2,5	1,7
Royaume-Uni	3,6	2,3	1,2	-0,9	0,3
Italie	2,0	3,2	2,4	3,7	1,1
Etats-Unis	0,4	0,8	2,2	0,5	0,3
Japon	1,7	3,7	4,0	2,9	4,1

Source : Rapport économique annuel de la Commission des communautés Européennes ; Statistiques de l'emploi de l'OCDE.
1/ La productivité est mesurée en terme de valeur ajoutée par "personnes employée" sauf pour les Etats-Unis et le Japon où elle est calculée en terme de PNB par personne employée
2/ RFA jusqu'en septembre 1990

1/ Voir dans Economie et Statistique N° 237-238 "La productivité du travail ?"

L'emploi

Le ralentissement de l'activité productive depuis le second semestre 1989 se répercute sur l'évolution de l'emploi en 1990. Les effectifs des secteurs marchands non agricoles (SMNA), la composante de l'emploi la plus sensible aux fluctuations conjoncturelles, s'accroissent ainsi de 220 000 (+ 1,6 %) au cours de l'année après 300 000 (+ 2,2 %) en 1989. Après avoir atteint son maximum fin 1989, la progression des effectifs des SMNA s'est ralentie tout au long de l'année 1990 : + 1,2 % au second semestre 1989, + 0,9 % au premier semestre 1990, + 0,6 % au second semestre.

Grâce à des recrutements plus nombreux dans les services non marchands, l'inflexion de l'emploi total est moins marquée que celle observée sur les SMNA. 240 000 emplois ont ainsi été créés en 1990 (+ 1,1 %) contre 270 000 en 1989 (+ 1,2 %) et 230 000 en 1988 (+ 1,1 %).

Industrie manufacturière : des suppressions d'emploi au second semestre 1990...

Secteur où le ralentissement de la production est le plus marqué en 1990, l'industrie manufacturière supprime de nouveau des emplois au second semestre 1990 après une période exceptionnelle d'embauches. En tenant compte des intérimaires affectés dans le secteur, l'industrie manufacturière perd ainsi 0,4 % des ses effectifs au second semestre en 1990 après un gain de 1,9 % en 1989 et de 0,5 % au premier semestre 1990 (voir encadré).

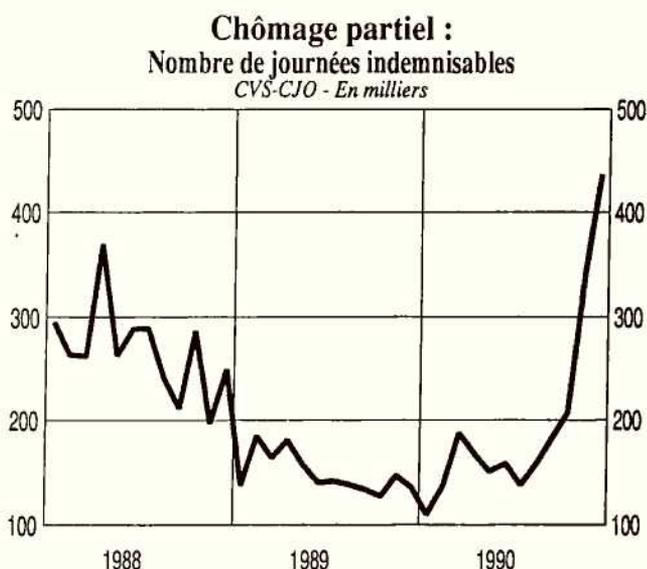
L'ajustement de l'emploi au moindre dynamisme de la demande industrielle n'a donc pas été immédiat. Ce décalage entre le cycle de production et celui de l'emploi est traditionnel : il se traduit par des fluctuations marquées de la productivité du travail au cours des différentes phases du cycle conjoncturel. Mesurée en rapportant la production aux effectifs après réaffectation des intérimaires aux secteurs utilisateurs, la productivité de l'industrie manufacturière s'était ainsi fortement accrue en 1987 et 1988 sous l'effet d'une activité plus soutenue (+ 6,4 % en 1988). Dans une deuxième phase du cycle la reprise des embauches amène un fléchissement des gains de productivité qui retombent à un niveau voisin de leur tendance de moyen terme (+ 3,8 % en 1989). Enfin, en 1990 le net ralentissement de la production accentue les effets de fin de cycle en provoquant un mouvement de ciseau entre production et emploi. Pour la première fois de la décennie, la productivité stagne en moyenne annuelle.

...mais un ajustement encore lent des effectifs au ralentissement conjoncturel

L'adaptation des effectifs à l'inflexion de la production observée depuis la mi-1989 semble toutefois assez lente. Les deux années précédentes, l'ajustement à la hausse des effectifs s'était effectué plus rapidement que ne le laissent supposer les comportements passés, évolution liée au moins pour partie à la plus grande flexibilité du marché du travail. Au second semestre 1989 et en 1990 l'ajustement à la baisse de l'emploi paraît au contraire modeste : en glissement annuel, la productivité recule de 1,5 % au cours de l'année 1990.

Divers facteurs explicatifs peuvent être avancés pour justifier le maintien d'un courant d'embauches plus soutenu dans l'industrie que ne le justifierait la situation conjoncturelle. Les premiers renvoient aux anticipations des chefs d'entreprise. D'après les enquêtes de conjoncture, ceux-ci semblent avoir sous-estimé l'ampleur et la durabilité du ralentissement de l'activité jusqu'à l'été. Les conséquences des événements du Golfe n'ont fait qu'accentuer ces erreurs d'anticipation. Il était alors trop tard pour réviser en profondeur les plans de recrutements déjà engagés.

D'autres éléments d'interprétation renvoient à l'utilisation des facteurs de production. Jusqu'au début de l'année 1990 les tensions sur les capacités de production sont restées à un niveau très élevé avec notamment une utilisation forte du facteur travail. Le tassement de la production s'accompagne, depuis, d'une diminution de ces tensions qui a pour effet d'en limiter les répercussions sur l'emploi. Ainsi, outre le moindre recours au personnel intérimaire, la durée du travail a diminué, surtout au dernier trimestre de l'année. Plutôt que par une réduction de l'horaire affiché, cette réduction de la durée de travail a probablement pris la forme d'une diminution des heures supplémentaires ou d'un recours accru au chômage partiel. Si la diminution des heures supplémentaires n'est qu'une hypothèse plausible au regard des différents éléments statistiques disponibles, le développement du chômage partiel en fin d'année est confirmé par les demandes d'indemnisation formulées à ce titre par les employeurs. Partant d'un niveau mensuel, il est vrai très bas, d'environ 150 000 journées en 1989 et au premier semestre 1990, celles-ci dépassent 400 000 journées au mois de décembre après quatre mois de progression constante. Les secteurs automobile et textile en sont les principaux utilisateurs.



L'inflexion de l'emploi industriel en 1990 touche tous les secteurs manufacturiers mais à des degrés divers. La situation la plus favorable est celle des biens d'équipement professionnel (+ 1,3 % en 1990), grâce à une activité qui est restée soutenue jusqu'à l'automne : au second semestre, l'aéronautique accroît ses embauches alors que la mécanique les réduit.

Le secteur des biens intermédiaires qui avait été le plus créateur d'emplois au sein de l'industrie en 1988 et 1989 augmente encore ses effectifs en 1990 (+ 0,6 %) ; mais c'est au prix d'un recul de sa productivité, que peut justifier le maintien de fortes tensions sur les capacités de production.

Les effectifs du secteur automobile varient peu en apparence (+ 0,1 % en 1990 après + 0,5 %), car l'essentiel des ajustements s'est opéré dans ce secteur sur le personnel intérimaire. Compte tenu de la forte baisse de l'activité, la productivité est également en diminution dans ce secteur.

Au sein de l'industrie manufacturière, le secteur des biens de consommation est le seul où subsistent des gains de productivité en 1990 (+ 2,6 % en glissement). Malgré une production qui reste encore soutenue fin 1990, les effectifs sont stables. Ils baissent même de 0,5 % au second semestre sous l'effet d'importantes contractions des effectifs dans les secteurs du textile-habillement et du cuir-chaussure.

Dans les autres secteurs industriels l'emploi évolue de façon contrastée en 1990 : pratiquement stable dans les industries agricoles et alimentaires (- 0,1 %) où l'activité progresse, il continue à reculer dans le secteur de l'énergie (- 3,0 %).

L'emploi

Effectifs après reclassement des emplois intérimaires

	Glissements semestriels				Glissements annuels			Niveaux en fin d'année
	Taux d'évolution % CVS				Taux d'évolution % CVS			Milliers CVS
	89.I	89.II	90.I	90.II	1988	1989	1990	1990
Salariés des secteurs marchands non agricoles*	1,1	1,1	0,9	0,6	1,9	2,2	1,6	14 399
Industries y compris BGCA	0,7	0,9	0,4	0,0	1,1	1,5	0,5	6 172
dont : industrie manufacturière	1,0	0,8	0,5	-0,4	0,4	1,9	0,1	4 013
Tertiaire marchand	1,4	1,4	1,3	1,1	2,5	2,7	2,4	8 227
dont : Services marchands	2,1	2,0	2,0	1,8	4,1	4,2	3,9	4 033

* non compris les salariés intérimaires affectés dans l'agriculture ou le secteur non marchand

Le dynamisme des services marchands ne se dément pas

Bien qu'un peu moins favorable au second semestre, la conjoncture est restée assez satisfaisante dans le bâtiment-génie civil et agricole (BGCA) en 1990. L'augmentation des effectifs est voisine en 1989 et 1990 (respectivement + 1,7 % et + 1,8 %), avec un profil identique : forte hausse au cours de l'hiver et de l'automne, progression plus modérée en milieu d'année. La douceur du climat et la persistance de goulots de production liés pour une large part à une insuffisance de personnel ont ainsi évité en 1990 le recul saisonnier des effectifs que l'on observait habituellement au quatrième trimestre. La poursuite des créations d'emploi s'opère toutefois au prix de gains de productivité médiocres depuis 1989 (+ 0,9 % en 1989, + 0,7 % en 1990).

Avec une hausse de + 2,3 % de ses effectifs en 1990 le secteur tertiaire marchand reste le moteur du développement de l'emploi. Le fléchissement enregistré par rapport à l'année précédente (+ 3,0 % en 1989) est largement attribuable à l'intérim dont l'essor (+ 20,7 % en 1989) est stoppé en 1990 (- 1,7 %). Après reclassement des intérimaires dans les secteurs utilisateurs, la hausse du nombre des salariés du tertiaire marchand se situe dans le prolongement de l'année antérieure (+ 2,7 % en 1989, + 2,4 % en 1990), sans inflexion notable avant le quatrième trimestre 1990.

Le secteur des services marchands -hors intérim- vient toujours en tête par le nombre des emplois créés. Les effectifs augmentent de 3,8 % en 1990 (+ 150 000 personnes) après + 4,2 % en 1989. Après une année 1989 de croissance exceptionnelle de l'activité, les services marchands ne dégagent à nouveau que de faibles gains de productivité en 1990 (+ 0,2 %), comme c'était le cas en 1987 ou 1988. Avec un taux de progression de 7,7 % de l'emploi, presque constant depuis trois ans, les services marchands rendus aux entreprises restent les plus dynamiques. Les "hôtels-café-restaurants" confirment également leur expansion même si les créations d'emploi s'y réduisent (+ 3,6 % après + 5,8 % en 1989).

La situation est en revanche moins favorable dans les transports-télécommunications où la progression des effectifs passe de + 1,2 % en 1989 à + 0,9 % en 1990. Le ralentissement des échanges industriels et le renchérissement du coût des carburants pèsent sur l'activité dans les transports et par conséquent sur l'emploi de ce secteur (+ 2,1 % en 1989, + 1,4 % en 1990) alors que les effectifs des P'IT poursuivent leur lente régression.

Alors qu'elle s'effectuait à un rythme régulier voisin de 1,6 % l'an depuis le milieu des années 80, la croissance du nombre des salariés des commerces s'est atténuée progressivement au cours de l'année 1990 (+ 1,2 %) en liaison avec le tassement de la consommation des ménages et du négoce de gros. C'est d'ailleurs dans le commerce de gros non alimentaire que l'inflexion est la plus manifeste.

Les organismes financiers réalisent la performance la plus médiocre en matière d'emploi au sein du secteur tertiaire. Les effectifs y diminuent cependant moins qu'en 1989 (- 0,2 % en 1990 après - 0,5 %). Cette amélioration relative vient du secteur des assurances alors que les banques continuent à réduire leur personnel.

**Croissance plus forte de l'emploi dans le tertiaire non marchand
mais baisse accentuée du non salariat**

Les services non marchands sont en 1990 le seul secteur où les effectifs augmenteraient nettement plus vite qu'en 1989 (+ 1,5 % contre + 0,3 %). Cette accélération vient de la montée en charge rapide des contrats emploi solidarité (CES) au second semestre (cf. fiche "chômage") qui a permis d'enrayer l'érosion des TUC observée en 1987 et 1988. Toutes les composantes du tertiaire non marchand deviennent ainsi créatrices d'emploi en 1990 : Fonction Publique (Etat et Collectivités territoriales), secteur aidé, secteur privé (enseignement privé, secteur associatif...).

L'emploi non salarié a peu profité de la phase de reprise économique. Sa baisse s'est accentuée de 1987 à 1989 où elle s'élevait à 1,5 %. La baisse tendancielle du nombre d'agriculteurs (- 4,2 % en 1989) est de moins en moins compensée par l'augmentation du non salariat hors agriculture, qui a même cessé en 1989.

Le nombre des non salariés non agricoles s'infléchit dans tous les grands secteurs, mais plus particulièrement dans le tertiaire marchand. Il semble donc que l'emploi non salarié ait joué ces dernières années son rôle d'amortisseur conjoncturel, l'amélioration des perspectives d'emploi ayant probablement limité l'attrait des créations ou des reprises d'entreprise par les salariés, ou ayant entraîné des retours vers le salariat.

Pour 1990 on fait l'hypothèse d'une évolution des effectifs non salariés proche de celle enregistrée en 1989, soit une baisse de 1,3 %.

Qualification de la main-d'oeuvre : des évolutions contradictoires

L'inflexion de l'emploi apparue en 1990 n'est pas seulement quantitative. Outre la poursuite du recul des formes précaires d'emploi (voir encadré), la qualification de la main-d'oeuvre se transforme.

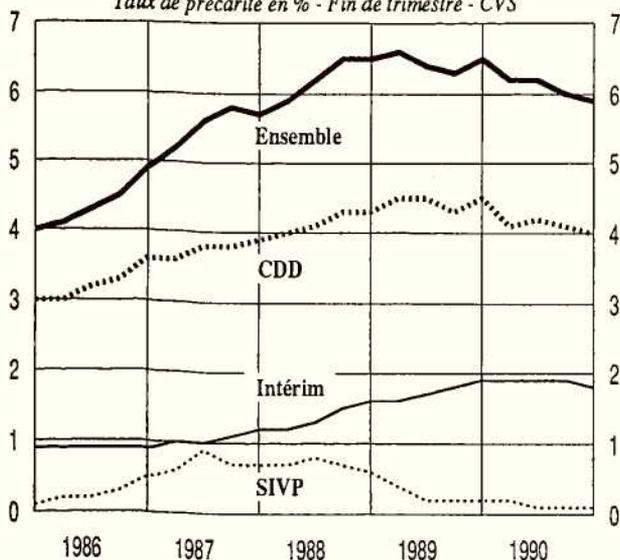
Dans les établissements de 50 salariés et plus, les recrutements s'effectuent ainsi à un niveau plus élevé en 1990 qu'en 1989 : renforcement de l'encadrement, augmentation de la qualification ouvrière. C'est dans l'industrie que cette tendance est la plus affirmée. Le fléchissement des embauches industrielles au second semestre 1990 s'accompagne d'autre part d'une légère diminution des difficultés de recrutement ressenties par les chefs d'entreprise. Ayant augmenté de façon continue les trois années précédentes, celles-ci restent toutefois élevées, puisqu'on les rencontre encore près d'une fois sur deux. Seules les entreprises de moins de 500 salariés perçoivent une détente dans leur recherche de personnel. Les grandes entreprises connaissent au contraire autant de difficultés que par le passé à recruter, et même encore plus en ce qui concerne cadres et techniciens. De manière générale la difficulté à pourvoir les postes d'encadrement continue à s'élever alors qu'elle s'atténue pour les postes d'ouvriers, qualifiés ou pas.

Maintien des créations d'emplois stables et recul de l'emploi précaire en 1990

La conjoncture de l'emploi, moins favorable en 1990 que les années précédentes, se traduit d'abord par une modification de la nature des emplois créés. Après la forte croissance des formes précaires d'emploi en 1987 et 1988 (+ 17 % et + 15 %), l'année 1989 enregistrait une reprise nette de l'emploi stable et une stabilité du recours au travail précaire. L'année 1990 marque une nette inflexion : alors que les emplois permanents conservent le même taux de croissance qu'en 1989 (+ 2,2 %), les formes particulières d'emploi reculent (- 7,8 %) :

Evolution des taux de précarité *

Taux de précarité en % - Fin de trimestre - CVS



Sources : INSEE - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

* Part de l'emploi précaire (contrats à durée déterminée, intérim, SIVP) dans l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles.

- le dispositif des SIVP est en voie de disparition : 16 000 stagiaires seulement fin 1990, alors qu'ils étaient 102 000 à la fin de 1987, et encore 27 000 fin 1989 ;
- le nombre de salariés sur contrats à durée déterminée (CDD) diminue de 8,8 % en 1990 : les mouvements de main-d'oeuvre observés dans les établissements de 50 salariés et plus indiquent qu'il s'agit plutôt d'une diminution des embauches sur CDD, que d'une augmentation des fins de contrats ;
- après les taux de croissance spectaculaires des années 1987 et 1988 (près de 40 %), le recours à l'intérim décélère en 1989 (+ 20 %) et diminue légèrement en 1990 (- 1,7 %) ;
- enfin, dans le tertiaire non marchand, le dispositif des contrats emploi-solidarité (CES) a remplacé progressivement durant l'année 1990 les Travaux d'Utilité Collective (TUC), à un niveau équivalent.

Le ralentissement de la croissance a d'abord touché les recrutements sur contrat à durée déterminée, dès le début de l'année 1990. L'ajustement par les contrats d'intérim a suivi à partir du deuxième trimestre. Au total, alors qu'il était constant en 1989, le taux de recours à l'emploi précaire dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) diminue régulièrement au cours de l'année 1990 : il était de 5,9 % fin 1990 contre 6,5 % fin 1989, soit une diminution de 72 000 emplois précaires au cours de l'année.

Moins de recours à l'intérim et aux contrats à durée déterminée dans l'industrie

Cet ajustement à une conjoncture moins favorable est principalement le fait de l'industrie manufacturière : alors que le taux de recours au travail précaire n'avait cessé d'y augmenter depuis 1987 jusqu'à la fin de 1989 où il atteignait 7,6 %, il y diminue régulièrement au cours de l'année 1990 (6,4 % en fin d'année). Il semble que les employeurs industriels aient privilégié en 1990 la poursuite d'embauches fermes (52 000 emplois stables supplémentaires, soit plus qu'en 1989), tout en s'adaptant à une baisse conjoncturelle de la demande par une réduction de l'emploi précaire (- 39 000).

Le secteur de l'automobile est l'exemple le plus typique de ce comportement. Le taux de recours aux formes particulières d'emploi, qui y atteignait 8,8 % à la fin de 1989, n'est plus que de 5,1 % un an plus tard. Rompant avec un mouvement de hausse continue depuis 1987, cette diminution affecte plus particulièrement l'intérim dont l'automobile est un gros utilisateur : le nombre de travailleurs temporaires en mission dans le secteur diminue ainsi de 10 000, soit de moitié, au cours de l'année 1990.

Dans les industries de biens d'équipement et dans les industries de biens intermédiaires, ce sont surtout les contrats à durée déterminée qui fléchissent, dès le premier trimestre de 1990. L'ajustement par l'emploi interimaire suit à partir du deuxième trimestre mais il est de moindre ampleur. Parallèlement, ces secteurs continuent à générer des emplois stables en 1990, dans des proportions comparables à 1989 (respectivement 23 000 et 19 000 emplois).

C'est dans les industries de biens de consommation que le recours au travail précaire diminue le moins en 1990, c'est aussi ce secteur qui crée le moins d'emplois stables, une tendance à la diminution s'amorçant même en fin d'année : plus rapide que dans les autres secteurs industriels, l'ajustement des effectifs s'est aussi plus vite porté sur les emplois permanents.

Enfin l'industrie agro-alimentaire s'inscrit à contre-courant. Très développé (plus de 10 % de l'emploi total), l'emploi précaire ne s'y réduit pas, sans doute en raison du maintien d'un climat conjoncturel favorable dans ce secteur.

Une évolution plus modérée des formes d'emploi dans les autres secteurs

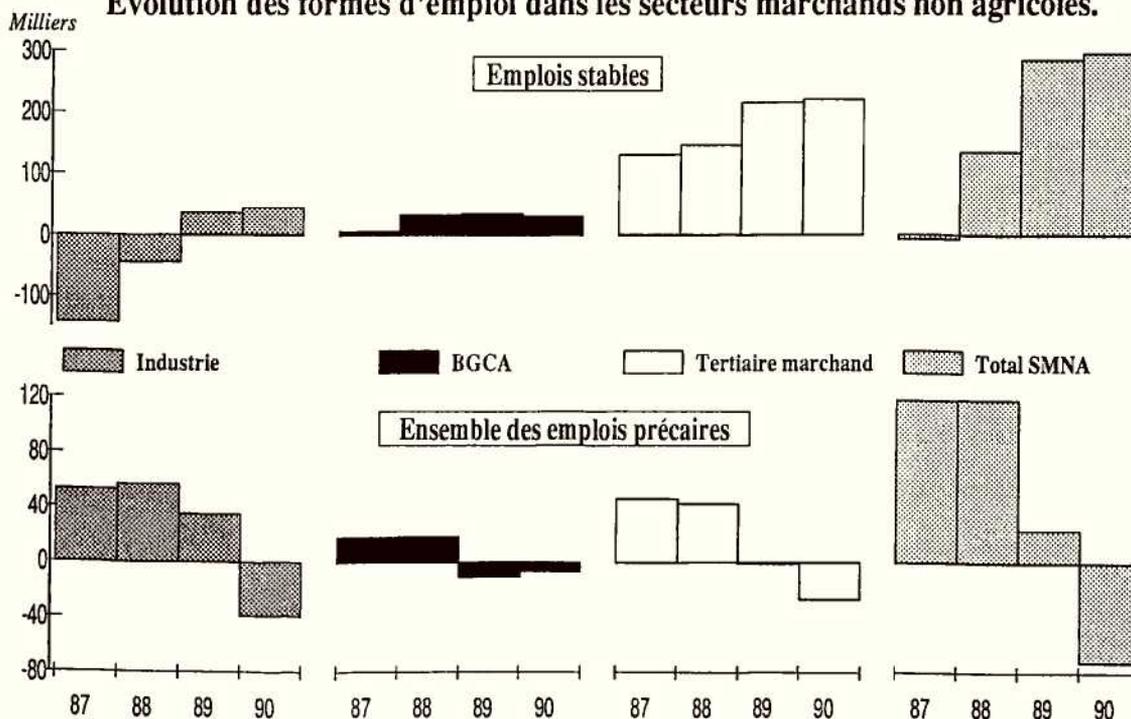
Le bâtiment-génie-civil-et-agricole supprime près de 6 000 emplois précaires en 1990 tout en créant 30 000 emplois stables. C'est surtout le recours aux contrats à durée déterminée qui diminue dans ce secteur, avec une augmentation nette des fins de contrat et une légère baisse des embauches sur CDD. L'appel au travail temporaire, traditionnellement très élevé dans le BGCA, se maintient en 1990, ainsi que la structure des emplois concernés, essentiellement des ouvriers qualifiés.

Les formes d'emploi évoluent moins dans le secteur tertiaire que dans l'industrie en 1990 : le taux de précarité continue d'y diminuer légèrement, et ce depuis le début de 1989, alors que ce secteur demeure le plus fort créateur d'emplois stables (5,8 % fin 1988, 5,5 % fin 1989, 5,1 % fin 1990). Cependant, ce constat doit être nuancé selon les activités. Le recours aux formes particulières d'emploi est en diminution dans le commerce et les services depuis le début de 1989, et dans les transports-télécommunications depuis le début de 1990. Ce repli affecte uniquement les contrats à durée déterminée ; stable dans les commerces et les services l'intérim s'étend dans les transports. Dans le même temps, les créations d'emplois stables demeurent à un niveau élevé.

En revanche les banques et organismes financiers augmentent leur appel aux emplois précaires en 1990 : les effectifs intérimaires employés dans le secteur bancaire s'accroissent fortement depuis la mi-1989 (0,6 % des effectifs en juin 1989, 1,6 % fin 1990).

D'ailleurs, de façon plus générale, le mouvement de tertiarisation de l'intérim se poursuit. La diffusion de l'intérim à des secteurs qui y recouraient peu jusque là s'accompagne également d'une ouverture vers des qualifications non ouvrières (employés et, à un degré plus marginal, cadres).

Evolution des formes d'emploi dans les secteurs marchands non agricoles.



Sources : INSEE - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

L'emploi

L'évolution des offres ou des demandes d'emploi déposées à l'ANPE contredit apparemment l'idée d'une qualification nettement accrue des embauches. Le recul des offres d'emploi de cadres, techniciens et ouvriers hautement qualifiés entre le quatrième trimestre 1989 et le quatrième trimestre 1990 est en effet supérieur à celui observé pour les manoeuvres ou les ouvriers spécialisés. Parallèlement, le chômage évolue plus défavorablement pour les qualifications élevées 1/.

Les offres d'emploi collectées par l'ANPE sont en fait représentatives d'un segment du marché de l'emploi, celui des recrutements de qualification médiane effectués par les petites entreprises. Une interprétation cohérente mais bien sûr fragile des divers indicateurs conjoncturels de qualification de la main d'oeuvre peut alors être proposée. Elle repose sur une différenciation marquée des pratiques des entreprises en matière de gestion de la main-d'oeuvre selon leur taille. D'un côté les grandes unités poursuivraient leur processus de modernisation, qui s'accompagne d'une élévation de leur potentiel technique et d'un renforcement de leur encadrement. De l'autre les petites entreprises, sans doute plus sensibles à la détérioration conjoncturelle, chercheraient à réduire leurs coûts salariaux en limitant leur recrutement de personnel qualifié ou en embauchant des salariés moins qualifiés.

(1) Cf fiche "chômage".

Evolution de l'emploi					Glissements annuels bruts en %							
1985	1986	1987	1988	1989		1990 glissements CVS				1990	Part fin 1990	1990* Niveau en Milliers 1/
						90.1	90.2	90.3	90.4*			
-0,6	0,1	0,8	1,8	2,2	Salariés des secteurs marchands non agricoles	0,5	0,4	0,3	0,3	1,6	65,0	14 341
-2,4	-1,7	-1,7	0,2	1,1	Industries y compris BGCA	0,3	0,1	-0,0	0,2	0,6	27,0	5 946
-1,0	-0,4	-0,8	-0,3	-0,2	Industries agro-alimentaires	0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	2,4	527
-2,0	-2,9	-2,2	-2,6	-2,2	Energie	-0,8	-0,9	-0,7	-0,6	-3,0	1,2	259
-2,0	0,8	1,2	2,8	1,7	Bâtiment-génie civil et agri.	0,5	0,1	0,2	1,1	1,8	5,8	1 278
-2,8	-2,5	-2,7	-0,4	1,3	Industrie manufacturière	0,3	0,3	-0,0	0,0	0,6	17,6	3 853
					dont :							
-2,6	-2,0	-1,6	0,4	2,1	Biens intermédiaires	0,4	0,1	0,1	0,1	0,6	5,6	1 240
-4,3	-2,7	-3,2	-0,7	1,8	Biens d'équipement	0,5	0,4	0,2	0,2	1,3	5,3	1 157
-6,4	-5,0	-4,0	-1,2	0,5	Automobile	-0,2	0,4	0,2	-0,3	0,1	1,6	360
-2,6	-2,1	-2,8	-0,6	0,3	Biens de consommation	0,3	0,2	-0,4	-0,1	0,0	5,1	1 126
1,0	1,6	2,7	3,0	3,0	Tertiaire marchand	0,7	0,6	0,5	0,4	2,3	38,0	8 394
					dont :							
-0,1	1,6	1,7	1,6	1,7	Commerces	0,5	0,4	0,3	-0,1	1,2	9,7	2 133
-0,3	-0,4	0,6	0,4	1,2	Transports-télécommunic.	0,2	0,2	-0,0	0,5	0,9	6,1	1 347
2,4	2,7	4,6	5,4	4,9	Services marchands	1,1	0,9	0,8	0,7	3,7	19,2	4 248
					dont :							
3,2	4,8	6,4	7,2	7,1	rendus aux entreprises	1,9	1,7	2,0	1,9	7,7	5,3	1 161
27,7	0,9	37,8	40,3	20,7	hors intérim	2,6	-0,7	-1,0	-2,7	-1,7	1,1	240
					intérim							
0,1	0,5	0,3	-0,4	-0,5	Services financiers	0,0	-0,2	0,1	-0,1	-0,2	3,0	666
5,3	0,4	0,4	0,4	0,3	Salariés du tertiaire non marchand (y compris TUC et CES)					1,5	19,5	4 305
-1,3	-1,9	-1,4	-0,4	-1,0	Salariés agricoles					-0,8	1,2	263
-1,0	-0,7	-0,7	-1,0	-1,5	Non salariés					-1,3	14,3	3 149
0,5	0,0	0,4	1,1	1,2	EMPLOI TOTAL 2/					1,1	100,0	22 056

* résultats provisoires

1/ niveaux bruts en fin d'année

2/ y compris salariés agricoles et non salariés